

JEAN-PHILIPPE TANGUY est l'invité de la matinale de TF1 avec ALBA VENTURA !

8 min · Rassemblement National

Alba : 7h35, avec Alba Ventura, nous accueillons ce matin Jean -Philippe Tanguy, député RN de la Somme. Bonjour. Bonjour, monsieur Toussaint. Marine Le Pen a fait hier son discours de rentrée dans son fief des nains baumeaux dans le Pas -de -Calais. Elle a insisté sur la priorité nationale. C'est le retour au fondamentaux ?

Jean-Philippe : Non, ça n'est jamais parti. C'est très important que les Françaises et les Français, de toute confession, de toute origine, aient la priorité chez eux. Le droit de vote en premier lieu est un droit citoyen que seules les Françaises et les Français exercent. Il doit y avoir une priorité d'accès au système social, au HLM.

C'est le cas sur le logement ? Absolument.

Jean-Philippe : C'était comme un grand discours sur le logement. Il y avait la priorité nationale, mais l'essentiel a été sur des nouvelles mesures sur le logement, comment on entretient le parc existant, comment on fait baisser les loyers, comment on renoue avec une France des propriétaires.

C'était complet, mais j'aimerais revenir avec vous sur le logement et la priorité nationale. Est-ce que ça veut dire que si vous n'êtes pas Français, vous n'avez pas accès au logement social et aux aides, aux APL ?

Jean-Philippe : Pour le logement, vous pouvez avoir un accès, notamment si vous travaillez, mais après, les Français, c'est -à -dire une priorité, c'est pas une exclusion. Le fait d'être prioritaire ne veut pas dire qu'il y a une exclusion envers les étrangers en situation régulière, pas les clandestins. Il y a une priorité pour les Français et les Français. Pour les APL, c'est ce qu'on appelle les droits non contributifs, mais pour les APL, c'est pas un droit non contributif, mais pour d'autres types d'aides, il faudra cotiser au moins 5 ans.

Pour qu'on comprenne bien, les personnes immigrées en situation régulière peuvent avoir accès à un HLM, pas les autres, pas les clandestins. Non, évidemment, dans

Jean-Philippe : certains cas, il y aura un accueil, mais c'est un accueil très temporaire, dans des structures temporaires, et il y aura un renvoi dans le pays d'origine. Sauf si vous êtes dans un processus de droit d'asile, mais ce processus se fasse à la frontière et encore mieux dans le pays d'origine.

Vous vous donnez combien de temps pour mettre en place cette mesure

Jean-Philippe : ? C'est immédiat. Les personnes dans des logements actuellement qui ont respecté les règles passées ne seront pas expulsées. Il n'y a pas d'expulsion pour les étrangers en situation régulière. Non, les personnes qui ont eu accès à un logement seront impliquées après cette disposition.

Parler de logement, c'est pour faire oublier le policier municipal racistes de Carcassonne ?

Jean-Philippe : Non, pas du tout. C'est une vidéo ignoble qui a circulé. Je rappelle quelle date du

maire précédent. Il a

fait la campagne du maire actuel et il a été embauché par le maire actuel. C'est pour ça que

Jean-Philippe : je veux répondre à cette question. Nous, il n'y a pas de fiche, on n'a pas accès au système de la police ou à la justice. Vous pouvez avoir des gens qui viennent vers votre campagne, mais vous ne savez pas qu'il y a une vidéo devant le procureur. Pourquoi ce maire qui avait accès à des informations ne l'avait pas viré ?

Vous faites le ménage de ce qu'appelait

Jean-Philippe : les brebis galeuses ? Dès que nous sommes au courant de quelqu'un qui a des croyances ou des pratiques qui ne sont pas les nôtres des valeurs contraires, il est viré tout de suite. Par contre, on n'a pas accès à des informations confidentielles. Sur les

gens. Sur le voile, c'est vous qui avez lancé cette idée de sanctionner le port du voile islamiste. C'était pas très synchronisé, cette histoire ?

Jean-Philippe : Déjà, c'est une mesure que Marine défend depuis 2012, qui a toujours été confirmée. J'ai répondu à des questions des journalistes. Vous ne savez pas très

bien quelle voile, quelle modalité d'intervention.

Jean-Philippe : J'ai répondu trop vite à la question et j'ai oublié le référendum. J'ai rappelé le lendemain, mais c'est de ma faute. Nul n'est parfait. J'aurais dû parler du référendum le dimanche et Jordan Bardella a bien fait d'en parler le lundi. C'est Marine qui précisera, Marine Le Pen, qui précisera comment elle voit les choses dans les semaines à venir.

Vous êtes un des rouages-clés du dispositif de Marine Le Pen. Marion Maréchal, la nièce de Marine Le Pen, fera aussi partie de l'équipe resserrée. On sait quel rôle elle va jouer ? C

Jean-Philippe : c'est Marine Le Pen qui en décidera, mais vous savez que Marion Maréchal a soutenu Jordan Bardella aux législatives anticipées en 2024. Elle a eu un certain nombre de députés qui siègent dans notre groupe. J'ai pas trop compris cette polémique médiatique, parce que Marion Maréchal est dans l'alliance de Marine Le Pen et de Jordan Bardella depuis 2 ans.

La polémique, c'est que Jordan Bardella a pas l'air très heureux de voir débarquer la nièce de Marine Le Pen dans le dispositif. C'est une mauvaise rumeur. C'est une déformation de

Jean-Philippe : journaliste ? C'est Jordan Bardella qui l'a inclus dans la coalition des législatives de 2024. C'est une polémique pas intéressante.

Il faisait la tête, Jordan Bardella, hier ?

Jean-Philippe : Non, au contraire. C'était son anniversaire. Tout le public lui a chaleur. Je vais vous montrer une petite vidéo.

Marine Le Pen est obligée de le tirer vers elle et de le faire bien ici.

Jean-Philippe : Il voulait la laisser sur scène et on voit bien que c'est elle qui lui dit de venir avec. Je pense que c'est vouloir voir le mal partout alors qu'il n'y a que du bien. Nos adversaires, c'est de bonne guerre. On est en dynamique. Marine Le Pen fait des propositions très fortes avec Jordan Bardella. On a un grand soutien de nos compatriotes. Mais nos adversaires essaient de nous mordre

les mollets. Je note qu'il n'a qu'une... Je sais que M. Philippe peut partir vite en vacances, mais il y a 8 mois de campagne.

Il n'a tuité aucun extrait du discours de Marine Le Pen.

Jean-Philippe : J'ai vu sur Instagram. Là, je crois que vous voulez mettre la zizanie, Madame Ventura.

Jean -Philippe Tanguy, de renseignement territorial et traque les échanges de messages sur les réseaux sociaux avec la crainte d'un retour des Gilets jaunes. Vous croyez à un mouvement des Gilets jaunes type 2018 ?

Jean-Philippe : C'est possible, mais il faudrait être arrogant. J'avais pas vu venir les Gilets jaunes de la manière dont ça s'est fait en 2018 -2019. Les hommes et les femmes politiques doivent rester humbles.

Vous serez à leur côté ?

Jean-Philippe : Toujours. J'étais le côté le 1er jour sur les ronds -points avec mes collègues contre la hausse du carburant. C'était seulement parce qu'il avait passé 1 ,50. Tout le monde rêve qu'il revienne à 1 ,50.

Le gouvernement débute les discussions dans la perspective du budget. Samedi, devant les parlementaires, Marine Le Pen a dit qu'elle préférerait un budget imparfait plutôt qu'une loi spéciale qui creuserait le déficit. C'est un budget où on gèle les pensions des retraités ou on supprime l'abattement de 10 % de l'impôt sur le revenu

Jean-Philippe : des retraités ? C'est une ligne rouge. Marine Le Pen a précisé qu'elle n'accepterait aucune injustice ou aucune hausse contre la France du travail, la France qui travaille aujourd'hui, ou la France qui a travaillé dur, les retraités. Même un

retraité qui a une pension de 3 000 euros

Jean-Philippe : ? 3 000 euros, c'est pas beaucoup, surtout si vous êtes deux. Si votre épouse ou votre compagnon a une petite pension et que la pension moyenne n'est pas très élevée, c'est pas beaucoup. Vous vous

censurez s'il y a une discrimination ?

Jean-Philippe : C'est Marine Le Pen qui décidera, mais ce serait une injustice.

Abstention ou censure, dans ce cas ? C

Jean-Philippe : 'est Marine Le Pen qui décidera, mais je pense que ce sera une ligne rouge dans ce qu'elle a édicté hier. Il y a 1 600 milliards de dépenses publiques en France. Il faut faire des économies. Il y a de quoi faire.

Alba : Jean -Philippe Tanguy, dans la séquence de cette interview, je vous donne des propositions, des hypothèses, vous me dites si vous y croyez ou pas. Le litre d'essence à 3 euros ? J'y crois, oui. Je

Jean-Philippe : le crains. Vous avez une solution ? Oui, baisser les taxes, la TVA de 20 à 55, et annuler les hausses d'impôts que Macron et Philippe créaient, qui provoquaient les gilets jaunes. Ca

fait 50 centimes de moins.

Jean -Philippe Tanguay, dans un gouvernement Bardella, j 'y crois ou pas ?

Jean-Philippe : Vu son discours contre Marine Le Pen, elle n 'y croit pas. Bruno Le Maire, candidat en 2027 ?

Alba : On est obligé de commencer la semaine comme ça. C 'est votre réponse. Merci, Jean -Philippe Tanguay. Merci, Alba Ventura. Bonne journée.